

Pour une gouvernance dépoussiérée

2010 sera-t-elle l'année d'une prise de conscience ?

LETTRE AUX ASSOCIATIONS COLMARIENNES

Beaucoup de collectifs se créent pendant une campagne électorale, puis disparaissent ou se mettent en sommeil jusqu'à la prochaine élection. Ce n'est pas le cas de *Bougeons les lignes* qui, avec ses modestes moyens, a continué de travailler et d'œuvrer avec ténacité en faveur de la démocratie locale et des idées innovantes à Colmar.

Quelle a été l'action de Bougeons les lignes en 2009 ?

Depuis l'élection municipale de novembre 2008, pendant laquelle nous avons voulu « réveiller » le débat pré-électoral, nous sommes restés vigilants sur les décisions prises par la majorité et avons, au sein du **conseil municipal**, fait valoir nos positions sur les points soumis (ou pas !) aux élus municipaux. Des **positions** souvent originales, toujours nuancées et **pragmatiques**, plaçant au dessus de toute autre considération le bon sens et l'intérêt général. Hors des oppositions stériles habituelles, nous faisons des propositions concrètes, nous pointons du doigt les lacunes ou incohérences de politiques municipales parfois contradictoires. Parfois, nous nous contentons de poser des questions simples, auxquelles nous n'avons toujours pas eu de réponses... Principal point commun avec la majorité : nous avons voté le budget 2009 et le règlement intérieur, tout en exprimant de nombreuses réserves. Principal point commun avec l'opposition : tout ce que nous disons est considéré par le maire comme une perte de temps... quitte à nous donner implicitement raison par la suite. Face à cette conception archaïque de la démocratie locale, nous avons continué à défendre nos convictions pour que Colmar, à défaut d'être en avance, rattrape au moins son retard sur les autres villes françaises, sans parler de nos voisins rhénans.

Notre deuxième volet d'actions consiste à **susciter l'intérêt** des jeunes et moins jeunes à **la politique et aux actions citoyennes**, afin de réduire l'abstention. Cet objectif est d'ailleurs explicitement inscrit dans les statuts de l'association *Bougeons les lignes*. Aussi, nous avons par exemple organisé un débat sur les élections européennes, fin mai 2009 à Colmar (près de 100 personnes) et, si la proposition suscite suffisamment d'intérêt, nous en ferons de même pour les élections régionales. Nous sommes également à la disposition des enseignants pour intervenir dans les établissements scolaires, sans faire de politique mais en témoignant sur notre engagement. Cette opération, déjà réalisée fin 2009, dans un lycée de Colmar, a suscité l'adhésion des élèves et l'enthousiasme de leur professeur.

Enfin, nous sommes actifs dans les associations dont beaucoup d'entre nous sommes membres, dans les commissions du « grand » conseil de quartier, et réfléchissons à toutes les manières d'améliorer le **dialogue social**, en rapprochant des personnes concernées par un même problème dans le cadre de structures non officielles. C'est le cas par exemple pour les déplacements scolaires (difficultés de stationnement, etc.), en faveur desquels nous avons initié une démarche expérimentale dans deux écoles de la ville, avec l'aide active de leurs directeurs et qui, nous l'espérons, débouchera sur un pédibus (système permettant aux enfants de se rendre ensemble à l'école à pied, encadrés par deux adultes). Luttant contre le vieux credo de beaucoup de gens mal informés, selon lequel « les gens ne respectent plus rien » et contre celui de la Mairie, selon lequel « c'est aux habitants de se débrouiller », nous avons bien l'intention de faire avancer cette démarche, pour plus de sécurité et de civisme et moins d'animosité et de pollution et, si elle fonctionne bien, d'en proposer la généralisation.

Quel bilan tirons-nous de notre action au conseil municipal en 2009 ; à quoi nos propositions ont-elles servi ?

Lorsque j'émetts des réserves ou propose une action concrète au maire, il me répond presque toujours soit que je n'ai rien compris, soit que mon idée est absurde, soit que la Ville le fait déjà. Cela est peut-être parfois vrai, car nul n'est infailible, mais souvent, cela met en lumière de vraies lacunes, qui sont par la suite corrigées plus ou moins discrètement, parfois suite à mon intervention, parfois par simple coïncidence, montrant cependant que notre analyse était juste. Quelques exemples seulement :

- Dès mi-2007, j'avais analysé le réseau de **transports en commun** « TRACE » et proposé le regroupement des lignes afin de pouvoir les cadencer aux 10 minutes (au lieu de 20, 30, voire 60 aujourd'hui...), en particulier sur deux « axes forts » : Bel-Air/Florimont – Gare – Centre – Horbourg-Wihr et Europe – Gare – Centre – St-Léon/Ladhof - Zone nord. À cette époque, les autres candidats potentiels ou déclarés ne s'exprimaient pas sur le sujet, ou bien certains proposaient même de créer de nouvelles lignes de bus (alors qu'il y en a déjà 14 !) En novembre 2008, cette thématique a été l'une des revendications fortes du projet électoral de *Bougeons les lignes*, car nous pensons que le transport public est un service presque aussi fondamental que l'eau courante ou l'électricité, et que la faiblesse du réseau actuel nuit fortement à l'attractivité de Colmar et à la qualité de vie de ses habitants (car avoir une voiture, voire deux – beaucoup de ménages n'ont pas le choix – coûte très cher !). Or, seulement 4% des déplacements dans la CAC se font en transport en commun... Aujourd'hui, il semblerait qu'un nouveau plan, programmé pour septembre 2009, ait pour principale caractéristique d'avoir un axe fort Europe-Gare-Centre cadencé aux 10 minutes. Curieuse coïncidence. Nous prendrons cela simplement comme le signe que notre analyse était juste.
- De la même manière, tout récemment, l'étude demandée par la CAC sur la mobilité dans l'agglomération a bien expliqué que la **gratuité** du **stationnement** dans le **centre-ville** y attirait les voitures, en particulier les « **voitures-ventouses** », qui empêchent les clients des commerces, par exemple, de stationner pour une heure ou deux dans ce secteur. C'est une évidence que nous rappelons avec force depuis un an... Maintenant, comme pour le réseau de bus, cela est dit par des professionnels. Cela sera donc peut-être enfin pris au sérieux !
- Comme d'autres formations, nous avons demandé que l'on mette en place de vrais **conseils de quartier**, comme dans la plupart des villes de France de plus de 50 000 habitants. Ce qui existait pour Bel-Air/Florimont a été pérennisé, un nouveau conseil a été créé dans le quartier Europe et un autre conseil recouvre tout le reste de la ville. Une première en France : regrouper dans un seul conseil de quartier les deux tiers de la population et les trois quarts de la superficie d'une ville. Conséquence logique : ce « grand » conseil semble avoir beaucoup de mal à se définir et, concrètement, à savoir à quoi il sert. Nous nous attachons cependant à y participer et à tenter de le faire vivre, en dépit de cette grossière erreur de conception que nous avons pourtant pointée du doigt en 2008, tout en proposant des améliorations pour l'avenir.
- Concernant la fameuse « **subvention vélo** » de 100€, nous regrettons depuis longtemps le manque de précision sur les conditions d'attribution de cette aide (qu'est-ce qu'un foyer ? Deux colocataires économiquement indépendants peuvent-ils bénéficier de l'aide ? etc.), et avons, avec l'opposition, signalé que de nombreux cas de fraude s'étaient produits. Pendant 6 mois, on nous a répondu que nos remarques n'étaient que de pures affabulations destinées à décrédibiliser l'action exemplaire de l'équipe majoritaire... Avant de lancer discrètement, fin 2009, une campagne de contrôles ! Mais les règles d'attribution n'ont jamais été aussi floues, tout autant que les modalités de contrôle, et il n'y a toujours pas plus de vélos en ville, à défaut d'un bon réseau de pistes cyclables interconnecté, sécurisé et faisant l'objet d'une vraie signalétique.

- Pour le **théâtre de plein air** du parc des expositions, nous avons mis la municipalité en garde contre les problèmes que la couverture en toile allait poser, à commencer par l'impossibilité de faire des concerts en dehors des mois chauds (dommage d'avoir un lieu de spectacle dont on ne peut pas se servir les trois quarts de l'année) et les nuisances sonores. Malgré l'évidence de ce constat, on nous a répondu une fois de plus que nous n'avions rien compris. À cette occasion, nous avons également évoqué le manque général d'équipements socioculturels à Colmar. Alors que certaines villes de 15 000 habitants – aux finances tout à fait saines – ont un auditorium, nous n'en avons pas : ce sont les églises qui en tiennent lieu. Et quand les villages autour de Colmar disposent presque tous d'une salle polyvalente municipale, parfois pour quelques centaines d'habitants seulement, nous n'avons que le Centre Europe et la salle des Familles ! Ou bien, une fois de plus, il faut se tourner vers les paroisses... J'avais appelé cela la *politique des ersatz*, méthode que l'on retrouve trop souvent à Colmar.
- Un dossier dans lequel *Bougeons les lignes* n'a pas hésité à maintenir une position claire et loin de toute démagogie : la **gratuité du bus** pour les **seniors**. Pendant la campagne, nous avons regretté que cette mesure ne concerne pas les jeunes et expliqué que celle-ci, appliquée sans nuance, conduirait à une déresponsabilisation des bénéficiaires, amenés à demander l'abonnement sans s'en servir par la suite, ce qui conduirait à des dépenses inutiles pour la Ville. On nous avait répliqué, comme d'habitude, que nous n'avions rien compris... Pourtant, la municipalité a dû revenir sur cette mesure quelque peu électoraliste, en imposant désormais une participation de quelques euros. Alors que certains opposants sont tombés à bras raccourcis sur le maire, l'accusant de mener une politique contre les seniors, etc., j'ai voté le rapport du maire, puisqu'il nous donnait gain de cause (malgré lui mais face à l'évidence).
- Autre position qui relève du bon sens : celle que nous prenons depuis le début sur la mesure « **un arbre, un prénom** ». La municipalité a mis en place un dispositif permettant aux familles de faire planter un arbre, soit dans un jardin privatif, soit dans un espace public de la ville. L'idée, quoiqu'un peu candide, était intéressante, mais elle a été largement détournée, puisqu'on a proposé aux familles de remplacer la plantation d'un arbre par 75 euros (subvention ou chèques-cadeau). Bien évidemment, la quasi-totalité des familles choisissent l'argent, ce qui arrange la Ville qui reconnaît que « de toute façon, on n'aurait pas su où mettre les arbres ». En conseil municipal, j'ai régulièrement dénoncé ce détournement, en proposant la solution suivante : soit rebaptiser tout simplement la mesure « prime à la naissance » et ne plus la compter parmi les mesures environnementales, soit la recentrer sur les arbres et supprimer l'option « chèque », en utilisant l'argent pour de vraies mesures environnementales (isolation des bâtiments municipaux, etc.). Je continuerai à dénoncer cette mesure électoraliste, qui mêle la gadgétisation de l'environnement à une mauvaise foi inadmissible.
- Nous pouvons également aborder le **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)** du bassin Colmar-Rhin-Vosges. Il s'agit d'un document d'aménagement qui concerne un territoire s'étendant du haut de la vallée de Munster à l'île du Rhin à Vogelgrun. Dans cette démarche cadre, pilotée avec brio par le 1^{er} Adjoint au maire de Colmar, ont notamment été signalées l'atonie de la démographie colmarienne, sur laquelle nous avons alerté le maire par voie de presse début 2009, ou encore la faiblesse flagrante des transports en commun dans l'agglomération colmarienne, avec la nécessité de deux grands axes, nord-sud et est-ouest, dont nous avons déjà parlé et que nous proposons depuis longtemps. À la lecture du projet de SCoT, nous avons constaté de nombreuses parties qui confirmaient ce que nous avons déjà ressenti ou mesuré (mais bien sûr nous n'avions rien compris !)... et bien vu que le 1^{er} adjoint et beaucoup de membres de l'équipe municipale étaient des gens sensés et lucides sur les forces et faiblesses de notre ville... à partir du moment où ils ne sont pas censurés par le maire, pour qui Colmar n'a aucun défaut (depuis 1995) et qui affirme sans aucun scrupule que l'après 2014, ce n'est pas son problème pour l'instant.

- Pour terminer, venons-en à une question de forme : **l'opacité du budget de la Ville** de Colmar. Sur le site Internet il n'y a presque rien, et lorsque l'on veut avoir des informations détaillées, on est noyé dans des vingtaines de pages indigestes. Contrairement à ce que font le Conseil général et toutes les autres collectivités importantes, on ne dispose à Colmar d'aucune présentation synthétique des finances de la Ville destinée au public, et les délibérations ne sont toujours pas accessibles. Dommage, car le maire se disant pourtant bon gestionnaire (et se prenant à la fois pour l'adjoint aux finances et le directeur des finances), il pourrait être fier de son bilan et présenter son budget et son compte administratif, comme tout le monde, également d'une manière fonctionnelle, c'est-à-dire par *usage* des fonds et non pas par *nature*. On saurait ainsi qu'en 2009, tant de « miyons » d'euros et telle proportion des dépenses ont été investis dans l'éducation, tant dans l'éducation bilingue, tant dans les pistes cyclables et tant dans la signalétique pour ces pistes, etc. Mais il semble que notre bourgmestre, friand de comparaisons en matière de fiscalité, n'aime pas trop ces dernières lorsque l'on parle de dépenses. De peur que l'on puisse constater que certains postes de dépenses laissent fortement à désirer par rapport aux autres villes de la même catégorie, voire plus petites?... C'est pourtant logique : qui lève moins d'impôts (et s'en vante !) doit rogner sur certaines dépenses (et le cacher !), d'où la nécessité d'avoir un budget opaque et de refuser toute comparaison en matière de dépenses. Mais le bon sens et notre ténacité étant ce qu'ils sont, nous arriverons bien à obtenir un jour une présentation moderne du budget de notre Ville !

* * *

Ainsi, notre méthode consiste depuis maintenant plus d'un an à être extrêmement vigilants, sans vassalité et sans opposition de principe, et à faire partager nos réserves (ou parfois, notre enthousiasme), en évitant la langue de bois et la démagogie. Nous ne sommes pas là contre ou pour quiconque, mais dans l'intérêt des Colmariens, ce que nous avons démontré à de nombreuses reprises. Sommes-nous neutres pour autant ? Pas forcément, mais nous sommes indépendants, en ne perdant jamais de vue notre leitmotiv : **pour une ville solidaire, dynamique et innovante.**

Nos propositions pour 2010 et au-delà

Ce chemin innovant que nous voulons pour notre ville est la seule manière de ne pas nous enfermer dans une impasse car, dans la compétition actuelle entre les territoires, on ne peut pas se permettre de faire « comme on a toujours fait », il faut sans cesse remettre ses propres méthodes en cause, les analyser, les comparer à celles des autres, pour pouvoir les améliorer. Or, ce travail d'autocritique, Colmar se fait une fierté de le refuser depuis des décennies. De bonnes actions sont menées, et nous avons un point fort – un très beau centre historique, mais nous sommes globalement en retard sur les autres villes alsaciennes, françaises et rhénanes : beaucoup de subventions aux particuliers (aux électeurs...) mais peu d'aides structurelles, toujours pas de recyclage des déchets avec une collecte à chaque immeuble, des transports publics en mode « service minimum » toute l'année et une interaction avec le train sous-exploité, des itinéraires cyclables dangereux, un stationnement anarchique basé sur le principe du « premier arrivé, premier servi », une politique culturelle très « discrète », des conseils de quartiers qui ne disposent d'aucune autonomie... beaucoup de raisons de penser que la gestion actuelle est un « service minimum » en soi. Toute critique sérieuse devant néanmoins être suivie de solutions alternatives, nous avons bien entendu quelques propositions à vous soumettre, à vous qui êtes des acteurs directs de la vie sociale, culturelle et sportive à Colmar.

DÉPLACEMENTS & ÉCOLOGIE URBAINE

- Nous l'avons évoqué, l'une de nos revendications centrales a toujours été le développement d'un **réseau de bus performant**, avec 2 à 5 lignes cadencées aux 10 minutes en heures normales (5 min en heures de pointe « scolaires », 20 minutes en heures très creuses, entre 20 et 23h par exemple), permettant aux habitants de l'agglomération et à ceux qui s'y rendent de travailler, étudier, consommer, sortir, sans avoir un besoin vital de la voiture. Un bon réseau de transports en commun est l'une des principales raisons invoquées par les jeunes couples, par exemple, pour s'installer dans une ville. Il est tout à fait anormal que les personnes non motorisées vivant loin du centre, par exemple quartier Europe, ne puissent pas se rendre le soir au Grillen ou dans l'un des deux cinémas de la ville, et rentrer chez eux en toute sécurité ensuite. Il en va de l'attractivité, mais également de la cohésion entre les habitants de notre cité.
- La mise en place d'un vrai **réseau vert** d'axes naturels réservés aux déplacements doux (piétons, vélos...). Trois grands axes proposés pour l'instant, qui pourront être complétés par d'autres par la suite : Unterlinden – Saint-Joseph, Unterlinden – Lacarre – Saint-Léon, et Montagne-Verte – Saint-Antoine/Grillenbreit – Orangerie (le long de la Lauch). Il s'agit là de créer des liens interquartiers permettant aux Colmariens et aux visiteurs de profiter de la proximité encore peu exploitée de ces quartiers par rapport au centre-ville et une complémentarité pourra être développée dans différents domaines (stationnement, tourisme, commerce, immobilier...)
- La **piétonnisation** de quelques rues, principalement en centre-ville (mais pourquoi pas deux ou trois dans des quartiers proches, afin de les intégrer au « réseau vert »...), à commencer par la rue des Marchands, la rue de l'Eglise, (au moins une partie de) la place de la Cathédrale et la Grand Rue. Contrairement à ce que beaucoup de commerçants prétendent, cela ne fait pas partir les clients (les commerçants exerçant dans les rues piétonnes ne se plaignent pas et l'accès serait toujours possible pour les clients venant récupérer un achat encombrant) et cela simplifie les livraisons dans des rues désormais réservées aux piétons et cyclistes et qui, le matin, permettent aux camions de stationner sans aucun problème (contrairement à la situation actuelle). Les seuls commerces qui peuvent y perdre sont les stations-service et les relais routiers... plutôt rares dans notre centre-ville !
- La **hiérarchisation du stationnement**, systématisée et simplifiée : un hypercentre payant et relativement cher pour favoriser la rotation des véhicules (*secteur rouge*), plusieurs parcs en limite du centre (Scheurer-Kestner, Montagne-Verte, Rapp, et peut-être deux autres à créer dans le sud du centre-ville (Gare SNCF et secteur rue Turenne) payants mais à tarif modéré et

avec des abonnements très bon marché pour les résidents (*secteur jaune*), et quelques parcs gratuits un peu plus loin (*secteur vert* : Lacarre, St-Josse, Caserne Rapp, et d'autres à créer en synergie avec le réseau vert évoqué précédemment), vers lesquels les touristes seront guidés en priorité, notamment pendant les marchés de Noël. L'idée paraît simple, et est appliquée dans de nombreuses agglomérations, mais n'a jamais pris pied à Colmar, car on y aime la loi de la jungle et le « premier arrivé, premier servi », au détriment du principe de donner priorité à ceux qui ont vraiment besoin des places de stationnement.

- L'aménagement « naturel » de la **Place de la Montagne Verte**. Nous avons l'opportunité de créer dans ce quartier un vrai **poumon vert**, un nouvel espace de détente moins « formel » que le Champ-de-Mars, avec la mise en souterrain du parking actuel (en augmentant le nombre de places et en passant tout en « secteur jaune ») et, en surface, un agréable mélange de grands espaces en pelouse, de coins arborés et de terrasses, à proximité de la future médiathèque (que l'on attend depuis 10 ans, contrairement au coûteux parking Lacarre que personne ne demandait, en témoigne sa sous-utilisation patente)... Au départ, il était question d'y faire un immense stationnement gratuit mais, apparemment, le maire suit désormais une voie plus raisonnable vers laquelle nous ne pouvons que l'encourager.
- La mise en place de **Plans de Déplacements Entreprises (PDE)** dans toute l'agglomération colmarienne, permettant notamment aux salariés ayant les mêmes horaires et résidant sur un même trajet de covoiturer plus facilement, afin de réduire les flux pendulaires qui paralysent Colmar aux heures de pointe, notamment vers Fribourg et Sélestat/Strasbourg.
- La suppression à terme (début 2011) de la subvention pour les **vélos** en la remplaçant par un système de **location longue durée** à tarif modéré (et la gratuité pour les personnes défavorisées), afin que la Ville garde une réelle possibilité de suivi des vélos qu'elle achète et que, grâce à des achats groupés réalisés auprès des commerçants colmariens (appel d'offre incluant le service après vente), elle obtienne des réductions de coût substantielles. Actuellement, entre les achats hors Colmar et les vélos qui se « volatilisent », beaucoup d'argent municipal quitte Colmar alors que ces subventions, qui atteindront bientôt un million d'euros, sont financées par le contribuable colmarien. Il existe déjà un service de location, mais peu connu et très peu utilisé. Il conviendrait, avec les économies réalisées grâce à la suppression de la subvention et grâce à des recettes d'exploitation correctes, d'en faire un service utilisé par des centaines ou des milliers de Colmariens, à commencer par les jeunes qui sont actuellement souvent exclus de la mesure (étudiants vivant en résidence, colocataires, jeunes dont l'un des parents a déjà bénéficié de la subvention, etc.), alors que ce sont eux qui en ont le plus besoin !
- Un **réseau complet d'itinéraires cyclables** (notamment dans le cadre du *réseau vert*), aussi sécurisées que possible et ne se limitant pas aux grands axes (Avenue d'Alsace, Avenue Clemenceau, etc...) et intégrant les rues limitées à 30 km/h (Bartholdi, par exemple). « Itinéraire » ne veut pas forcément dire « piste », mais un axe sur lequel les cyclistes ne sont pas considérés comme gênants. Depuis des années, on attend une carte claire des itinéraires cyclables, comme cela se fait par exemple à Mulhouse, avec des numéros d'itinéraires et une signalétique complète sur le terrain. Les itinéraires actuels sont plutôt bons, mais ils sont mal connus des Colmariens et, a fortiori, des touristes pourtant de plus en plus désireux de découvrir la ville autrement qu'à pied ou par le petit train. N'oublions pas non plus de développer le vélo-taxi, moyen de transport complémentaire au bus et idéal à Colmar, au lieu de l'empêcher – à coups d'arrêtés pris en solitaire – d'exercer son activité dans le centre. Dans le secteur sauvegardé, ce ne sont pas les vélo-taxis qui gênent la circulation (des piétons), mais les trop nombreuses voitures qui n'ont rien à y faire et ne font que le traverser.

En matière sportive, force est de reconnaître que la Ville travaille plutôt bien, par le biais de l'Office Municipal des Sports, structure exemplaire en termes de transversalité.

Dans le domaine culturel en revanche, notre cité pêche à bien des égards. Une politique culturelle ne se gère pas à court terme, il est indispensable de savoir quelles seront les actions menées jusqu'en 2014 et au-delà. Pour l'instant, à part la médiathèque, on a du mal à savoir ce qui sera réalisé dans les années à venir. Il conviendrait donc dès à présent, en lien avec les acteurs socioculturels de la ville, de définir un **plan global et de long terme** pour la **culture** et les **loisirs** à Colmar. Quelques exemples d'actions qui pourraient en faire partie :

- La **médiathèque** : pour nous, comme les transports, la lecture publique est un service de base. Va-t-on faire de ce nouvel équipement tant attendu un énième endroit « poussiéreux », qui n'attirera que les scolaires plus ou moins obligés d'y aller et les retraités ? Ou veut-on profiter de l'occasion pour créer un véritable lieu public, ouvert, moderne, avec des horaires attractifs, des conditions d'accès simples, une mise en réseau avec les autres bibliothèques de l'agglomération – en conservant la vocation culturelle de la bibliothèque actuelle, un fonds régional important avec des ouvrages en allemand et en alsacien, des supports spécialisés que l'on ne trouve qu'à Colmar, une ou plusieurs salles « forum » permettant les conférences et les rencontres, un bar cosy et convivial, à l'instar de divers théâtres de la région ? L'été dernier, nous avons publié sur notre blog une contribution détaillée concernant la médiathèque, j'espère qu'elle sera prise en compte. Actuellement, malgré deux demandes, je n'ai toujours pas pu accéder à un quelconque projet concret concernant ce futur équipement.
- La **musique** : comme je l'ai évoqué – cela a également fait l'objet d'un texte plus détaillé sur notre site – la politique culturelle à Colmar se caractérise par un fourmillement de bonnes volontés et de talents, auxquels répondent des équipements et un soutien public archaïques. Il semble que l'on fait tout pour ringardiser la musique, notamment classique, en la confinant dans un cercle d'initiés. Nous demandons la création d'un véritable auditorium d'environ 1000 places, qui permette d'organiser des concerts plus ouverts dans un cadre adéquat, sans réverbération douteuse et bruits de chauffage. Ce genre d'équipement est tout à fait finançable sur quelques années, et comblerait un besoin auquel ni nos églises, ni le Grillen, ni le Centre Europe, n'ont vocation à répondre. Concernant ces deux derniers lieux, il est urgent de mieux les relier aux transports en commun, et de leur permettre à tous les deux de rayonner sur toute l'agglomération, en permettant aux Colmariens de tous les quartiers de s'y rencontrer. Dans cette optique de rencontre, nous avons proposé un événement intercommunautaire organisé ensemble par différentes associations, et l'idée d'organiser un grand concert classique en plein air, sur la Plaine Pasteur, par exemple, à l'image de ce qui a été fait récemment en Suisse (Berne, Zurich...), nous paraît intéressante.
- Le **cinéma** : le ciné-pass est une bonne idée, mais il est dommage qu'il ne soit pas accessible au public le plus intéressé par le cinéma : les lycéens et les étudiants. Et plutôt que d'avoir des carnets de tickets délivrés en mairie, on pourrait, en lien avec les cinémas, leur permettre d'avoir pour un prix modéré une carte d'abonnement annuelle. Moins de bureaucratie, même résultat. Quant au festival du film, il n'est pas dénué d'intérêt, mais il bénéficie d'une notoriété très limitée, beaucoup de Colmariens et d'Alsaciens ne le connaissant pas. Pourquoi ne pas le spécialiser, comme l'ont fait beaucoup de villes (Cognac, Deauville...) ? Cela permet d'attirer davantage de monde issu de bien plus loin, et de bénéficier d'une meilleure couverture. On pourrait par exemple, en se rapprochant d'*Augenblick*, faire un festival franco-allemand...

Enfin, nous avons depuis notre création défendu l'idée de Colmar, **ville bilingue**. Il ne s'agit bien sûr pas d'imposer l'allemand (et/ou l'alsacien) partout, mais de le *proposer* aussi souvent que cela est possible, aux élèves et étudiants, aux professionnels, aux touristes (germanophones mais pas seulement)... Dans les écoles maternelles, des villes comme Riedisheim ou Guebwiller sont parvenues à scolariser près de la moitié de leurs effectifs dans des classes bilingues français-

allemand. D'autres villes, comme Mulhouse ou Colmar, sont notoirement à la traîne. Contrairement aux idées reçues, l'enseignement bilingue n'est ni élitiste, ni plus coûteux : il n'y a aucun critère de sélection et la difficulté n'est pas plus importante pour des élèves scolarisés dès le début en cursus bilingue, et enseigner en allemand ne revient pas plus cher puisque les heures *en* allemand (et non *d'allemand*) se substituent à des heures en français. Le français étant partout dans la vie sociale et restant présent à 50% à l'école, les élèves le maîtrisent tout aussi bien que des élèves monolingues, mais ils partent dans la vie avec de bien meilleures chances ! Espérons que Colmar saura se hisser au niveau des villes exemplaires, en n'ayant pas peur de sa propre identité : la double culture rhénane appartient bel et bien à l'histoire, mais aussi à l'avenir de notre ville !

DÉMOCRATIE LOCALE

Qu'entendons-nous par *démocratie locale* ? Il s'agit de la manière dont les décisions sont préparées, prises et appliquées. En d'autres mots, la *gouvernance* locale : le conseil municipal, l'implication des citoyens en tant qu'habitants d'un quartier, personnes qualifiées ou associatifs, le rôle des enfants et des jeunes, les manières de consulter (ou pas) les riverains, etc. Quelques propositions :

- La majorité, reconduite de justesse par un peu plus de 10 000 électeurs, croit trop souvent pouvoir se passer du processus démocratique, faisant fi des autres sensibilités, pourtant représentatives de la moitié des votants et, peut-être, des trois quarts des inscrits, qui n'ont pas explicitement validé le projet du maire. Or, les décisions importantes ne seront jamais aussi légitimes que si elles sont nourries au préalable par de vrais débats impliquant tous les élus intéressés et des personnes qualifiées réellement indépendantes. C'est un peu plus fastidieux, mais tellement plus sérieux ! En 2010, on ne peut plus se permettre de décider comme en 1970 ! Notre ville a besoin d'une gouvernance dépoussiérée, à commencer par son **conseil municipal**. Un premier geste attendu serait de partir du principe que l'opposition a souvent des choses pertinentes à dire, et que donner suite à ses propositions n'est pas un déshonneur pour un maire digne de ce nom. Et nul besoin de le faire en catimini, s'il le fait ouvertement, c'est encore plus valorisant pour quelqu'un qui prétend « rassembler ». Un clan, même en l'élargissant, reste un clan, il n'y a aucune ouverture réelle. Alors qu'un groupe même monochrome, mais qui fonctionne en bonne intelligence avec les autres sensibilités, est bien plus ouvert. L'ouverture, ce n'est pas la méthode Sarkozy vue par le petit bout de la lorgnette !
- Une des priorités en matière de démocratie locale nous semble être dans l'instauration d'un **conseil de la jeunesse**, dont seraient membres quelques représentants des structures concernées (lycées, collèges...) et un panel de jeunes de 12 à 18 ans (voire jusqu'à 20, 22, 25 ans... mais sans oublier que les plus de 18 ans ont aussi vocation à être présents au conseil municipal). Cette structure souple aurait un rôle similaire au rôle théorique du Conseil Économique, Social et Environnemental, nouvelle institution qui, d'ailleurs, ne demande qu'à servir ! Ainsi, elle serait informée et consultée en amont pour toute décision concernant les jeunes et émettrait des avis et des propositions. Une manière simple et peu coûteuse d'impliquer les jeunes dans la vie de la cité et d'améliorer la qualité et la légitimité des décisions prises dans ce domaine. Et peut-être aussi, de « démystifier » la jeunesse aux yeux des aînés en créant un nouveau lien avec ces derniers.
- Concernant les **conseils de quartier**, il est manifeste que l'on n'a pas voulu créer de vrais conseils de quartier représentant chacun un vrai petit territoire. Pour Bel-Air/Florimont et Europe, le périmètre semble pertinent. Mais à leurs côtés, on a créé un « grand » conseil que je nomme « conseil centre-sud-nord-est-ouest », qui regroupe le Centre, le Sud, les Maraîchers, Saint-Antoine/Ladhof/Orangerie, Saint-Léon/Nord, Saint-Joseph et Sainte-Marie... Les deux tiers de la population et les trois quarts du territoire urbain, en gros... Un « machin » unique en son genre ! Bien entendu, ce conseil n'a aucunement permis les rencontres et le dialogue escompté à l'intérieur de chaque quartier, puisqu'il rassemble seulement deux personnes par « vrai » quartier pour représenter les habitants, mais il semble permettre une discussion entre les quartiers sur des thématiques de proximité, ce qui est une bonne piste. Mais pour l'instant, la

volonté de donner une quelconque responsabilité à ces conseils semble manquer... J'avais bien mis en garde contre ce risque de créer une coquille vide, et nous nous donnons encore quelques mois pour essayer de faire « bouger les choses », mais l'énergie humaine est précieuse... Ce que nous demandons : que l'on crée de vrais conseils de quartiers correspondant aux quartiers réels, vécus, et disposant d'un animateur pour chacun, qui ne soit pas nommé par le maire comme cela est le cas actuellement mais élus par ses pairs après quelques séances de « prise de marques », en complément d'un élu municipal spécialisé, comme dans de nombreuses villes où l'on a institué des « adjoints territoriaux ». Pour chaque quartier, on distinguerait donc un tandem « élu-habitant » qui, avec le conseil correspondant, constituerait un espace de dialogue et une courroie de transmission ascendante et descendante pour toutes les politiques municipales de proximité. Quant au « grand » conseil actuel, il intégrerait Europe/Schweitzer et Bel-Air/Florimont pour devenir le « conseil de proximité », organe inter-quartiers siégeant seulement 3-4 fois par an et permettant une mise en commun des thématiques et l'adoption de rapports proposés au maire, tendant à généraliser les bonnes pratiques de tel ou tel quartier.

- Enfin, il s'agit d'un instrument et non d'une fin en soi, mais le **site Internet de la Ville**, qui a tout récemment (enfin !) été relooké, devrait devenir une plateforme d'échange reflétant le travail de tous les services et permettant d'effectuer un maximum de procédures à distance. Cela génère un certain coût au départ, mais permet par la suite de gagner du temps et de l'argent ! Il en va de même avec la télétransmission des dossiers pour les élus, ou au moins la double transmission (papier + électronique), qui permet de ne pas à avoir à conserver des mètres-cubes d'archives chez soi et de pouvoir faire des recherches plus facilement.

* * *

Comme nous le demandons depuis la création de notre collectif, il est urgent que **la Ville se concentre sur ce qu'elle seule peut faire** (transports, crèches, équipements, bilinguisme...) en limitant au maximum les subventions aux particuliers qui doivent de toute façon être financées par les Colmariens. En matière de cyclisme, davantage de moyens pour l'amélioration du réseau cyclable et la mise en place d'un système de location longue durée connu de tous, en supprimant la subvention électoraliste actuelle. Pour l'école, des subventions directes aux coopératives scolaires afin d'acheter du matériel plutôt que des chèques « rentrée » aux parents, l'État le fait déjà. Pour la petite enfance, des lieux d'accueil plus importants ou davantage de lieux d'accueil (bilingues), en économisant sur la prime à la naissance dite « un arbre, un prénom ». Pour la culture, avoir des lieux vraiment adaptés à tous les types de productions, améliorer la qualité de ces lieux et faire baisser les prix pour tous, plutôt que de distribuer des « pass » aux personnes âgées. **Si les hommes se sont engagés dans un contrat social, en reconnaissant la légitimité de gouvernements et d'administrations à divers niveaux, ce n'est pas pour toucher des chèques à toutes les occasions, mais pour assurer leur sécurité et faire fonctionner des structures dont une famille seule ne pourrait pas disposer.**

Exigeons donc **une gouvernance municipale recentrée sur ses missions, permettant à tous les Colmariens**, quels que soient leur âge et leur milieu social, de bénéficier de **services modernes et efficaces**, dans lesquels les **associations** se sentent soutenues et peuvent jouer un rôle central. Une gouvernance municipale dans laquelle l'équipe majoritaire valorise ses sensibilités internes, et dans laquelle les **trois autres groupes politiques** sont **écoutés** et **leurs propositions prises au sérieux**. Comme nous l'avons démontré, cela permettrait à tout le monde de gagner du temps en évitant une phase systématique de défiance avant de finalement se rendre compte que nous avons raison, car nous raisonnons sans dogmes et sans partis pris.

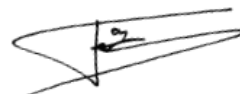
Enfin, quel **rapport avec l'économie**, alors que l'on parle beaucoup de la crise ? L'économie, comme l'environnement, ne sont pas des thématiques en soi, ce sont des dimensions qui sous-tendent toutes les politiques locales. Ainsi, toutes les propositions que nous faisons ont notamment pour but d'améliorer **l'attractivité de Colmar**, qui est actuellement au point mort, comme le montre la démographie. Car ce sont les cadres des entreprises qui prennent les décisions d'implantation, en fonction notamment de la **qualité de vie** (équipements culturels, cadre de vie...) et de la proximité de **salariés qualifiés** (bilinguisme, établissements d'enseignement secondaire et supérieur de bonne qualité et se sentant soutenus, transports en commun performants...) Une fiscalité basse ne suffit pas, voire constitue un handicap, car quand elle est excessivement basse, cela témoigne de services publics déficients. Il nous faut donc trouver un bon équilibre, un bon « retour sur investissement » pour les ménages et les entreprises de l'agglomération colmarienne. Ces dernières, par exemple, ne rechigneraient pas à payer leur versement transport si elles percevaient l'utilité de ce prélèvement !

* * *

Étant donné que vous êtes des acteurs incontournables de la vie colmarienne, nous souhaitons vous contacter en priorité afin de vous faire part de ces quelques idées. C'est le débat et la critique constructive qui font avancer la réflexion ; aussi, nous comptons sur vous pour enrichir ce travail en apportant toute remarque, précision qui vous paraîtrait utile.

Par ailleurs, nous sommes à votre disposition pour vous rencontrer, mieux connaître vos activités, ou pour relayer tout problème et/ou vous aider dans sa résolution. Et bien sûr, nous vous souhaitons tout le succès possible en cette année 2010 !

Pour *Bougeons les lignes*,



Tristan Denéchaud
Conseiller municipal de Colmar
Porte-parole de l'association *Bougeons les lignes*
tdenechaud@gmail.com

BOUGEONS LES LIGNES COLMAR ALSACE

Association Loi 1908 inscrite au Tribunal d'Instance de Colmar

Groupe *Bougeons les lignes* - Mairie de Colmar - BP 50528 - 68021 COLMAR CEDEX

contact@bougeons.org - 06 86 65 81 64

www.bougeons.org